

## **DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE**

#### **CANTON DE SERRIS**

## **VILLE DE CHESSY**

## Décision du maire n° 2023.01.06

Mise en ligne : 02/02/2023

**OBJET** 

Avenant n°1 au marché n°2022-25 relatif aux prestations d'assurance « Protection juridique » conclu avec la société RELYENS MUTUAL INSURANCE

Le maire de la commune de Chessy,

Visas

Vu le Code général des collectivités territoriales et ses textes d'application;

Vu le Code de la commande publique ;

**Vu** la délibération n°2020-05-04 du conseil municipal en date du 28 mai 2020 portant délégation d'attributions du conseil municipal au maire dans le cadre des dispositions de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** l'appel d'offres ouvert n°2022-25 relatif aux prestations d'assurance en protection juridique notifié le 31 mai 2022, au groupement SHAM / SOFAXIS;

Considérant

que le titulaire du marché de prestations d'assurance « protection juridique » change de statut ;

qu'il convient de prendre acte par voie d'avenant de cette modification de statut ;

#### Décide

#### Article 1er

Un avenant n°1 est conclu au marché n°2022-25 relatif à l'assurance de la protection juridique avec la société RELYENS MUTUAL INSURANCE sise 18 rue Edouard Rochet à Lyon (69372) afin de prendre acte de la modification des statuts de la société titulaire du marché, impliquant un changement de dénomination sociale.

## **Article 2**

Cet avenant n'a pas d'incidence financière. Les autres dispositions du marché demeurent inchangées.

# Décision du maire n° 2023.01.06

Le Maire,

Olivier BOURJOT

### **Article 3**

La présente décision sera inscrite au registre des décisions du maire de la commune et copie sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Torcy. En outre, un exemplaire sera transmis aux services de gestion comptable de Chelles.

Pour extrait conforme, fait à Chessy le 0 2 FEV. 2023

Notifié le

Le maire informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente publication. Le tribunal administratif peut être saisi grâce à l'application « télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture 077-217701119-20230202-DEC\_2023\_01\_06-CC Date de réception préfecture : 02/02/2023